Garantir la maîtrise des fondamentaux

La proposition en clair

Garantir à chaque élève du CP à la sixième une aide rapide et adaptée pour maîtriser les fondamentaux, grâce à des petits groupes et à la réaffectation des moyens enseignants.

Pourquoi agir ?

Savoir lire un texte, écrire clairement, calculer et raisonner permet d'apprendre dans toutes les matières. Quand ces bases manquent, les difficultés se cumulent : comprendre un problème de sciences ou une consigne d'histoire devient plus difficile. La Garantie des fondamentaux veut agir avant que le décrochage s'installe.

Les évaluations nationales de 2025, du CP à la sixième, révèlent des niveaux de maîtrise différents selon les compétences et les territoires. KAIROS utilise ces résultats pour répartir les besoins entre académies, et non pour étiqueter définitivement les enfants.

L'enjeu dépasse les notes : la maîtrise des savoirs de base facilite l'autonomie, l'accès à la formation et, plus tard, à l'emploi. Elle participe aussi à la confiance en soi et à une société moins inégalitaire.

La réponse habituelle, une aide ponctuelle lorsqu'un professeur trouve du temps, ne suffit pas toujours. Il faut un droit concret à un accompagnement rapide, avec une durée connue, des groupes réduits et une nouvelle évaluation des progrès.

Situation actuelle

Aujourd'hui, les programmes fixent les acquis attendus en français et en mathématiques. Les évaluations nationales, notamment au CP, CE1, CE2 et en sixième, aident à repérer les élèves qui n'ont pas encore consolidé certaines compétences.

Les enseignants peuvent déjà organiser des aides, des activités pédagogiques complémentaires et des groupes restreints. Au collège, des dispositifs de soutien existent également. La proposition ne prétend donc pas inventer l'accompagnement scolaire.

La difficulté tient surtout à la régularité et à l'intensité : un élève peut avoir besoin de plusieurs semaines de travail ciblé, tandis que l'établissement ne dispose que de créneaux épars ou d'enseignants mobilisés ailleurs.

Mesures proposées

Créer une Garantie des fondamentaux du CP à la sixième : tout élève repéré en difficulté en lecture, écriture, mathématiques, raisonnement ou sciences se voit proposer un cycle d'aide identifié, puis une vérification de ses progrès.

Pour une fragilité légère, le scénario prévoit neuf heures de consolidation : une heure trente par semaine pendant six semaines, en groupe d'environ huit élèves. Pour un besoin plus marqué, il prévoit 24 heures : trois heures hebdomadaires durant huit semaines, en groupe de six.

Lorsque la difficulté persiste, l'accompagnement devient plus intensif : groupes d'environ quatre élèves ou suivi individualisé, avec un diagnostic approfondi. Ces durées sont des références adaptables, non des étiquettes figées.

Créer un service de consolidation des fondamentaux intégré au temps de travail des enseignants. Une fonction réversible d'enseignant de consolidation pourrait représenter 20 %, 50 % ou 100 % de leur service, sans créer un nouveau corps administratif.

Organiser des créneaux communs dans les écoles et collèges ; pour les petites écoles, mutualiser des enseignants experts au sein de pôles territoriaux. Former les équipes et privilégier les transformations de postes, les départs naturels et la mobilité volontaire : aucune mutation imposée.

Publier chaque année le nombre d'élèves aidés, les heures réellement assurées et le taux de conversion pédagogique des capacités disponibles. Si ce taux reste sous 30 % deux années de suite dans une académie, un plan correctif devient obligatoire.

Calendrier de mise en œuvre

Année n : établir un état des lieux académie par académie, à partir des évaluations et des projections d'effectifs. Définir les critères d'entrée dans l'aide, les règles de suivi et les modalités de protection des données des élèves.

Année n+1 : ouvrir les premiers cycles de consolidation, prioritairement au CP et CE1 et pour les difficultés les plus lourdes. Le scénario de travail KAIROS vise environ 20 % de couverture à ce stade ; ce taux est indicatif.

Année n+2 : étendre l'offre au CE2 et à la sixième, avec un objectif indicatif de 35 %. Créer les premiers pôles interétablissements, former les enseignants volontaires et vérifier que les heures prévues sont réellement assurées.

Année n+3 : viser 50 % de couverture, en donnant priorité aux besoins lourds du CP à la sixième. Publier un premier bilan : progrès des élèves, délais d'accès, coût transitoire et écarts entre territoires.

Coûts et financement

Le coût brut est le prix de toutes les heures de soutien, même lorsqu'elles sont assurées par des enseignants déjà rémunérés. Le modèle KAIROS l'estime entre 1,1 et 1,5 milliard d'euros par an à maturité. Son scénario central mobilise environ 17 100 équivalents temps plein.

Le coût nouveau pour le budget est différent : il correspond aux postes, formations ou organisations qu'il faut financer en plus des moyens existants. Le calcul KAIROS retient provisoirement 86 250 euros par équivalent temps plein, charges comprises.

Entre 2025 et 2035, la baisse projetée des effectifs permettrait de réserver théoriquement environ 37 000 équivalents temps plein à l'amélioration pédagogique, selon la règle KAIROS qui y affecte 50 % des marges démographiques. Il ne s'agit ni d'économies déjà encaissées ni de postes immédiatement utilisables.

Si au moins la moitié de cette capacité devient réellement disponible, le modèle prévoit un coût net proche de zéro à maturité. Avec seulement 40 % de conversion, il estime environ 200 millions d'euros supplémentaires par an ; avec 30 %, environ 520 millions ; avec 25 %, environ 680 millions.

KAIROS retient donc une zone centrale de 0 à 200 millions d'euros par an, et un stress de 500 à 700 millions. Ces résultats sont des simulations, non un budget voté.

Source : page KAIROS « proposition-35.html » transmise le 29 octobre 2026. Cette fiche résume les éléments publiés ; consulter la page pour le texte complet.